



Derrière le rideau de bambou : le coût social des Commonwealth Games de Delhi

Laurent Gayer

► To cite this version:

Laurent Gayer. Derrière le rideau de bambou : le coût social des Commonwealth Games de Delhi. *Savoir/Agir*, 2010, 4 (14), pp.111 - 117. 10.3917/sava.014.0111 . hal-03460094

HAL Id: hal-03460094

<https://sciencespo.hal.science/hal-03460094>

Submitted on 1 Dec 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Derrière le rideau de bambou : le coût social des Commonwealth Games de Delhi

En accueillant l'édition 2010 des Jeux du Commonwealth (CWG), du 3 au 14 octobre, le gouvernement indien s'est livré à un « coup » médiatique. À travers cette manifestation sportive internationale, Manmohan Singh et son équipe espéraient consolider l'image de l'Inde comme puissance émergente, rivalisant avec une Chine tout aussi résolue à démontrer son *soft power* sur le terrain du spectacle mondialisé. Ce projet a pourtant tourné court. Les retards accumulés dans la construction des infrastructures sportives et d'hébergement, leur qualité discutable, les soupçons de corruption pesant sur les organisateurs indiens et leurs partenaires étrangers, ou encore l'attaque contre des touristes étrangers à Delhi quelques semaines avant l'ouverture des Jeux ont plutôt contribué à ternir l'image de l'Inde. Les échanges houleux entre les organisateurs indiens et les responsables étrangers du comité de gestion des CWG, tout au long de la préparation de cette édition 2010, ont par ailleurs ranimé des tensions post-impériales là où cette manifestation sportive était censée les atténuer. Ces jeux en valaient-ils donc la chandelle ? Rien n'est moins sûr, surtout si l'on déplace le regard du champ diplomatique vers le social. Sur ce terrain, l'impact des

LAURENT GAYER
CNRS-CURAPP, Amiens / CSH,
Delhi

Jeux a été désastreux. Ainsi l'« embellissement » de Delhi, destiné à rendre la ville plus « présentable » aux visiteurs étrangers, s'est-il fait au prix d'une véritable guerre aux pauvres : bidonvilles rasés, ouverture de camps de rétention à la périphérie de la ville pour sa population indésirable, suspension des prestations sociales de certaines catégories sociales fragilisées...

« *Dilli Mein Josh Hai* » : « Delhi est en fête », proclame cette bannière publicitaire pour l'édition 2010 des *Commonwealth Games* (CWG), apposée sur les murs de la ville quelques semaines avant l'ouverture des Jeux. La formule aura fait sourire plus d'un Delhiite, tant elle était aux antipodes de l'état de l'opinion publique. Dans les semaines précédant l'ouverture des CWG, la plupart des propos recueillis au sujet des Jeux dans le cadre de ma vie quotidienne étaient fortement critiques. À l'exception d'un chauffeur de *rickshaw* originaire de Merut (Uttar Pradesh), qui se réjouit de l'entreprise d'« embellissement » de la ville (il utilise, en hindi, le terme *safai*, qui signifie littéralement

« nettoyage »), mes autres interlocuteurs, toutes classes, castes et appartenances religieuses confondues, ont plutôt tendance à récriminer. Le budget colossal attribué à ces festivités, au détriment du développement économique et social du pays, a beaucoup choqué. Plus concrètement, chacun s'est ému des perturbations que les Jeux ne manqueraient pas d'engendrer dans leur vie quotidienne : fermeture des écoles, disparition des bus bon marché, qui constituent ici le principal moyen de transport des classes populaires (vétustes, ils feraient tache dans le paysage aseptisé conçu par les organisateurs des Jeux), embouteillages monstres suite à la création de couloirs réservés aux sportifs et aux visiteurs étrangers, ou encore rumeurs de pénurie d'eau potable... Si quelques graffitis vengeurs ont fait leur apparition sur les échangeurs flambant neufs pour dénoncer les « *Corporate Wealth Games* », l'humeur n'est pourtant pas à la protestation. C'est plutôt la résignation qui prévaut, assaisonnée d'une pointe d'humour noir. Par SMS ou sur Facebook, on se moque des organisateurs et de leur folie des grandeurs, mais aussi de soi-même et de ses défauts soudain exposés au grand jour. Jusque dans les *madrasas* de la ville, on tourne en dérision cette grand-messe sportive entachée par les affaires de corruption. Et lorsqu'un jeune *talib* répète ce qu'il a lu dans les journaux du matin, au lendemain de la cérémonie d'ouverture (« *Ces jeux seront encore plus grandioses que ceux de Melbourne* »), il est aussitôt démenti par un camarade : « *Les Indiens sont des voleurs, et ils continueront à voler* » (*Indians chor hain aur chori rahegi*)¹. La dérision est l'arme des plus

faibles : ceux qui n'avaient pas les moyens de se mettre au vert pour la durée des Jeux, sur le modèle des classes moyennes et supérieures qui ont déserté la ville en masse pour la durée des compétitions. Et parmi ces laissés pour compte, le recours à l'humour et l'ironie est si généralisé qu'il en ferait presque oublier l'ampleur du *fiasco* diplomatique et du coût social de ces Jeux.

Quand la diplomatie du sport s'enraye

Dès l'origine, cet événement sportif a été conçu par la classe politique indienne comme une opération diplomatique. La démarche n'a, en soi, rien d'original, tant les compétitions sportives internationales ont battu la cadence du temps mondial depuis la fin du XIX^e siècle. Mais en Inde, où l'autonomie du champ sportif n'a pas atteint le niveau qu'on lui connaît dans les pays occidentaux², le phénomène prend un accent particulier. Certes, quelques voix dissonantes se sont bien fait entendre, à l'instar de celle du ministre des sports Mani Shankar Aiyar. Celui-ci a pris fait et cause pour la professionnalisation et l'autonomisation du champ sportif indien, contre son instrumentalisation diplomatique. En conflit ouvert avec le président du comité d'organisation des Jeux, Suresh Kalmadi, il a été contraint de démissionner en 2007. Amer, le ministre débouté n'a pas pour autant désarmé, choisissant lui aussi l'ironie pour faire passer sa critique sociale :

« On nous a expliqué que les CWG allaient nous aider à promouvoir l'image véritable de l'Inde moderne. Il me faut

1. Propos recueillis à la *madrasa* Jamiat-ul Bannat al-Islami, Jamia Nagar, 14 octobre 2010.

2. Jacques Defrance, « La politique de l'apolitisme : sur l'autonomisation du champ sportif », *Politix*, 50, 2000, pp. 13-27.

féliciter [Suresh] Kalmadi pour avoir réussi à donner de l'Inde une image réaliste. Cette Inde-là est une Inde de corruption, d'inefficacité et, malheureusement, de stupre. Le seul secteur tournant à plein régime est celui de la prostitution... »³.

Suresh Kalmadi, le grand-prêtre de ces festivités, est un ancien pilote de chasse reconverti dans les affaires et la politique. Député du parti du Congrès de Pune (Maharashtra), il est par ailleurs un administrateur sportif de premier plan, et a été renouvelé (pour la quatrième fois consécutive) dans son mandat de président du Comité olympique indien en 2008. À la tête du comité d'organisation des CWG, il est chargé de faire de ces Jeux une opération promotionnelle, un Son et lumière mettant en scène l'entrée fracassante de « l'Inde qui brille » (*Shining India*)⁴ sur la scène internationale. Les documents internes circulant au sein du comité ne laissent aucun doute sur la nature diplomatique de cette mission :

« Ces jeux vont promouvoir New Delhi, la capitale de l'Inde, aux yeux du monde, en la projetant comme la ville globale d'une puissance émergente. Ces jeux constituent aussi une occasion de développer le pays. De nouvelles installations sportives seront construites, les installations existantes seront modernisées et la construction de nouvelles infrastructures – routes, métro – sera engagée... »⁵.

Pour mener à bien cette opération de *marketing*, les organisateurs ont reçu un chèque en blanc. Lorsque le gouvernement indien remporte la compétition pour organiser ces Jeux, en 2003, leur budget est estimé à 1,9 milliards de roupies (327 millions d'euros). Et si l'on ne connaît pas encore le montant exact des dépenses engagées, celles-ci approchent probablement des 7 milliards de dollars, comme Suresh Kalmadi lui-même en convient⁶.

L'addition est d'autant plus salée que le cahier des charges de Kalmadi et son équipe est loin d'avoir été rempli. Comme le président du comité d'organisation des CWG s'en défend, il ne peut être tenu pour responsable des retards accumulés dans la construction des infrastructures annoncées, relevant d'autres juridictions. Et toute manifestation sportive comporte sa part d'improvisation et de bricolage⁷. Il n'empêche : ces retards, mais aussi la qualité douteuse des infrastructures en question et leur prix exorbitant ont surtout contribué à médiatiser mondialement le côté obscur du « miracle » indien, ce « *dark side of the boom* » évoqué par Mani Shankar Aiyar et que tendent parfois à éclipser les taux de croissance impressionnants du pays.

On pourra s'étonner que l'Inde ait choisi ces CWG pour clamer haut et fort

Organizing Committee, CWG 2010, 2006, p. 53, cité par Boria Majumdar et Nalin Mehta, *Sellotape Legacy. Delhi and the Commonwealth Games*, Delhi, Harper Collins, 2010, pp. 5-6.

3. « The CWG will actually be remembered as the Common Whore Games », *Tehelka* (Delhi), 10 novembre 2010.

4. Ce slogan avait été popularisé à la fin des années 1990 par les nationalistes hindous du Bhartiya Janata Party (BJP), alors au pouvoir, pour promouvoir une nouvelle image de l'Inde à des fins électoralistes.

5. Organizing Committee Commonwealth Games 2010 Delhi, *General Organization Plan*, Delhi,

6. Selon Kalmadi, ces dépenses s'élèveraient à 6,5 milliards de dollars, sans compter les projets d'extension du métro de la capitale (3 milliards de dollars) et la construction d'un nouvel aéroport international (2 milliards de dollars).

7. Denis Jallat, Benoît Caritey, André Gounot, « Les manifestations sportives comme autre lieu du politique », in André Gounot, Denis Jallat et Benoît Caritey (dir.), *Les politiques au stade. Étude comparée des manifestations sportives du XIX^e au XXI^e siècle*, Rennes, PUR, 2007, p. 225.

son « arrivée » sur la scène internationale. Les Jeux du Commonwealth sont en effet un pur produit de la fabrique impériale britannique (à leur création, en 1930, il s'agit encore des *British Empire Games*), même s'ils sont à l'origine promus par le Canada, qui voyait là un moyen d'affirmer son nationalisme dans le cadre de la *Pax Britannica*. Comme le souligne l'historien du sport indien Boria Majumdar, la création de cette fête sportive impériale reposait sur l'idée selon laquelle « *le sport constituait un facteur de cohésion crucial dans l'Empire britannique* ». Les CWG ont alors été conçus comme un instrument de diffusion et de consolidation d'un « *code moral et comportemental* » partagé⁸. Quatre-vingts ans plus tard, les CWG restent la plus visible et peut-être l'ultime manifestation de ce club impérial en désuétude. En se portant candidate à ces jeux, l'Inde sauvait en quelque sorte l'Empire... Mais l'on n'ouvre pas impunément aux décolonisés les portes du temple impérial, et les scandales qui ont accompagné la préparation de ces Jeux ont été jusqu'à éclabousser le bâton de la reine⁹. Furieuse, cette dernière a refusé de faire le déplacement jusqu'à Delhi. Les retards accumulés dans la construction des infrastructures, et notamment du village des athlètes, ont également nourri des tensions entre l'Inde et les ex-colonies de la Couronne, donnant lieu à des échanges houleux, souvent à connotation raciste. Les déprédations perpétrées par les athlètes aus-

traliens dans le village des CWG¹⁰, ou encore les rumeurs de canalisations bouchées par des préservatifs usagés dans ce même village, n'ont pour leur part guère contribué à améliorer l'image des « cousins » du Commonwealth aux yeux des Indiens.

Le coût social d'un coup médiatique

À la mi-2009, le gouvernement de Delhi passa une commande peu banale. Il s'agissait de se fournir rapidement et massivement en bambous, importés de l'État du Mizoram, au Nord-Est du pays. Ces bambous devaient servir à élever des palissades masquant aux visiteurs étrangers les zones d'habitat précaire de la ville, localement qualifiées de « bidonvilles » (*slums* en anglais, *jhuggi-jhompri* en hindi). « *Si vous ne pouvez pas éradiquer la pauvreté*, déclara à cette occasion un membre de l'Association olympique indienne, *éradiquez au moins l'image des pauvres* »¹¹. C'est précisément ce à quoi vont s'employer les organisateurs des CWG, avec le plein soutien des autorités de la capitale¹².

Ce projet d'« embellissement » de la capitale, à travers le refoulement physique et symbolique de ses populations indésirables, s'inscrit dans une tendance de fond des politiques de la ville en Inde. À Delhi même, le gouvernement provin-

8. Boria Majumdar et Nalin Mehta, *Sellotape Legacy*, op. cit., p. 114.

9. Les organisateurs des CWG auraient versé illégalement 450 000 livres à une entreprise indienne basée à Londres dans le cadre de la cérémonie inaugurale du « relais du bâton de la reine ».

10. Suite à la défaite de l'Australie face à l'Inde dans une compétition de cricket, un groupe d'athlètes australiens a saccagé une chambre du village, avant de jeter une machine à laver du huitième étage d'une des tours.

11. Cité dans « For CWG 2010, bamboo screens to cover Delhi slums », *Sportzpower.com*, 28 novembre 2009.

12. L'agglomération de Delhi est un « territoire de l'Union » doté de son propre gouvernement. Il est gouverné par le parti du Congrès, également au pouvoir au Centre depuis 2004.

cial a adopté une nouvelle « politique des bidonvilles » au début des années 1990, prévoyant notamment l'éviction et le relogement des populations occupant illégalement des terrains publics¹³. Les destructions de bidonvilles se sont effectivement multipliées depuis deux décennies : la municipalité de Delhi en a recensé 217 entre 1990 et 2007, affectant 65 000 familles. Ces chiffres ne concernent pourtant que les populations relogées. Or ces dernières sont largement minoritaires parmi les *squatters* expulsés, l'habitat proposé à cette minorité de relogés n'étant en tout état de cause guère attrayant. Au total, ce serait près d'un million de personnes qui auraient été délogées entre 1998 et 2010¹⁴.

Si l'idée d'un nettoyage social de la ville n'est pas nouvelle en Inde, la préparation des CWG a été la cause directe et, plus souvent encore, le prétexte à des évictions d'une ampleur sans précédent. Selon l'ONG Delhi Shramik Sangatan, 350 camps de *squatters*, abritant près de 300 000 personnes, auraient été détruits entre 2003 et 2008¹⁵, avec un pic en 2006-2007 (45 000 familles délogées)¹⁶. Les évictions les plus massives ont concerné les campements de *squatters* installés le long des berges de la Yamuna, dans le cadre d'un projet de développement

urbain incluant la construction du village des athlètes des CWG (35 000 familles expulsées en 2004¹⁷). D'autres évictions étaient plus directement liées encore à la préparation des CWG, comme à Prabhu Market, au sud de la ville, où 1000 personnes ont été expulsées en 2009 pour laisser place à un parking destiné au public des CWG. Non loin de là, dans le quartier de Jangpura, les huttes de 368 familles de Dalits (ex-« intouchables ») originaires du Tamil Nadu, qui résidaient là depuis 35 ans, ont été détruites par les bulldozers municipaux¹⁸. La plupart de ces familles déplacées n'ont pas été relogées et sont venues grossir les rangs de la population sans-abri de Delhi (qui aurait augmenté de 53 % entre 2000 et 2008¹⁹), tandis que les « privilégiés » étaient relogés dans des trames d'accueil²⁰ insalubres et éloignées de leur lieu de travail et des écoles de leurs enfants. De surcroît, de nouveaux bidonvilles ont fait leur apparition dans la capitale à la faveur des Jeux, suite à l'installation dans des campements de fortune de dizaines de milliers de travailleurs migrants employés sur les chantiers des CWG. Ces Jeux auront donc accéléré la création d'une nouvelle catégorie de « nomades urbains » à Delhi²¹.

Les destructions de camps de *squatters* ne constituent pourtant qu'une des facettes de cette entreprise de nettoyage social de la ville. Dans le même esprit,

13. Sur cette « politique des bidonvilles » à Delhi et son biais « anti-pauvres », cf. Véronique Dupont, « Slum Demolitions in Delhi : An Appraisal », *Economic & Political Weekly*, juillet 2008, pp. 79-87.

14. Lalit Batra, « Out of Sight, Out of Mind : Slum Dwellers in 'World Class' Delhi », in Bharati Chaturvedi (ed.), *Finding Delhi. Loss and Renewal in the Megacity*, Delhi, Viking, 2010, p. 29.

15. « Games Governments Play », *Teheka*, 19 juillet 2008.

16. Housing and Land Rights Network, *The 2010 Commonwealth Games. Whose Wealth, Whose Commons ?*, Delhi, mai 2010, Fact Sheet 4, p. 2.

17. *Ibid.*

18. *Ibid.*, p. 2-3.

19. Véronique Dupont, « Création de nomades urbains et appauvrissement à Delhi », *Revue Tiers Monde*, n°201, janvier-mars 2010, p. 38.

20. Quartiers de relégation ou « d'exil » accueillant les populations de *squatters* déplacés. Voir par exemple Loïc Wacquant, *Urban Outcasts. A Comparative Sociology of Advanced Marginality*, Cambridge, Polity Press, 2008, p. 8.

21. *Ibid.*

les autorités de la capitale se sont donné pour mission de chasser de la ville 50 000 mendiants adultes et 60 000 enfants pour la durée des Jeux. Ce projet s'est trouvé justifié en ces termes par le ministre du Développement social de Delhi, Mangat Ram Singhal : « *Nous autres Indiens sommes habitués aux mendiants mais pas les Occidentaux donc il va nous falloir nettoyer. Nous les attraperons tous* »²². Cet engagement n'est pas resté une vague promesse : selon le gouvernement de Delhi, 7 450 mendiants auraient été interpellés entre 2007 et 2009 et une intensification de ces raids était prévue à l'approche des Jeux²³. Et si une partie de ces démunis s'est trouvée relogée dans des campements à la périphérie de la ville, d'autres ont été jugés et condamnés à des peines allant jusqu'à dix ans d'emprisonnement, par des tribunaux mobiles dispensant une justice expéditive²⁴.

Les autorités municipales ont également ordonné aux vendeurs de rue de la capitale (dont les effectifs sont estimés à 300 000) de suspendre leurs activités pour la durée des Jeux. En janvier 2010, la municipalité n'a ainsi accordé que 14 000 licences à des vendeurs de rue, sur les 100 000 demandes reçues²⁵.

Pour conclure cette évaluation du coût social des CWG, on soulignera qu'une partie du financement de ces Jeux a été prélevée sur des programmes d'aide sociale aux plus démunis. La municipalité de Delhi a ainsi suspendu le ver-

sement des pensions des veuves de la capitale (29 millions d'euros)²⁶, tout en puisant dans des fonds destinés à la réhabilitation des Dalits (45 millions d'euros²⁷). Ces CWG auront également contribué à une augmentation du coût de la vie dans la capitale, le gouvernement local ayant augmenté les tarifs des transports publics et de l'eau, en même temps que certains impôts directs et indirects. De fait, la municipalité est au bord de l'asphyxie financière et n'a plus les moyens de poursuivre certains programmes d'infrastructure déjà engagés (notamment l'extension du métro).

Conclusion

Toute compétition sportive internationale comporte sa part de « dommages collatéraux » pour les résidents de la ville élue, et notamment pour les franges les plus démunies de cette population. On se souvient peut-être que les Jeux olympiques de Pékin ont entraîné le déplacement de plus d'un million et demi de personnes, 720 000 résidents de Séoul ayant pour leur part perdu leur logement à la faveur des Jeux olympiques de 1988. Ce coût social n'est pourtant pas incompressible et s'il a pris une telle ampleur, dans le cadre de cette XIX^e édition des Jeux du Commonwealth, c'est aussi que cette manifestation sportive a fourni une occasion rêvée pour les élites politiques et économiques indiennes de promouvoir leur idée du développement urbain, au détriment des plus pauvres. Alors même que cette course au développement repose sur l'exploitation de

22. Cité dans Housing and Land Rights Network, *The 2010 Commonwealth Games*, op. cit., Fact Sheet 4, p. 7.

23. « Take back your beggars, Delhi tells to states », *The Hindu*, 16 avril 2010.

24. La mendicité est un crime à Delhi, depuis que le droit local s'est aligné sur le *Bombay Prevention of Begging Act* de 1959.

25. « 14 000 vendors to get their licenses », *The Indian Express*, 20.01.2010.

26. « Wages. Pension. Metro. It's sinking in now », *Tehelka*, 14.10.2010.

27. Housing and Land Rights Network, *The 2010 Commonwealth Games*, op. cit., Fact Sheet 3, p. 9.

la main-d'œuvre bon marché (comme en témoignent le niveau des salaires ou les conditions de travail et d'hébergement des ouvriers employés sur les chantiers des CWG²⁸), les pauvres ne sont pas les bienvenus dans les villes indiennes promises au destin glorieux de « villes globales ». La raison urbanistique guidant ces projets de développement ne néglige pas seulement les pauvres : elle leur a déclaré la guerre en se vouant à la « *production d'un espace propre* » à travers le refoulement des « *pollutions physiques, mentales ou politiques qui la compromettent* »²⁹. La modernité urbaine indienne s'invente ici, dans ces parkings et ces échangeurs gagnés sur les campements de *squatters*, à grand renfort de coups de bâton et de pelletées de bulldozer. Et comme le souligne l'une des universitaires indiennes les plus critiques de ces évolutions, les Jeux du Commonwealth n'étaient qu'un échauffement pour les « *visionnaires de la ville de classe mondiale* »³⁰. ■

28. *Ibid.*, Fact Sheet 4, p. 6.

29. Michel de Certeau, *L'invention du quotidien*, t.1, *Arts de faire*, Paris, Gallimard, 1990, p. 143.

30. Amita Baviskar, « Demolishing Delhi : World Class City in the Making », 05.09.2006, consultable à l'adresse suivante : <http://www.metamute.org/en/Demolishing-Delhi>